



**Le bureau des droits de l'homme des Nations Unies a appelé mardi le gouvernement de Danilo Medina à garantir le droit à la nationalité aux Dominicains d'origine haïtienne. L'Office des droits de l'homme de l'ONU a exprimé sa profonde préoccupation face à la décision rendue par la Cour constitutionnelle de la République dominicaine le 26 septembre dernier, qui supprimerait la nationalité à des dizaines de milliers de dominicains de descendants haïtiens.**

Le porte-parole du bureau de l'ONU, Ravina Shamdasani a indiqué que selon la décision du tribunal constitutionnel dominicain, les enfants de migrants haïtiens sans papiers installés dans le pays depuis 1929, et qui ont été enregistrés en tant que Dominicains ne pouvaient avoir la nationalité dominicaine parce que leurs parents étaient «en transit».

« Jusqu'en 2010, la République dominicaine a été le premier pays à offrir automatiquement la nationalité à toute personne née sur son territoire, mais la nouvelle constitution stipule que la citoyenneté ne serait accordée qu'à ceux qui sont nés sur le territoire dominicain d'un père de sang dominicain ou d'un père étranger résidant légal », a déclaré Shamdasani.

Bien que l'ONU reconnait que la décision de la Cour est définitif, elle exhorte le gouvernement dominicain à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer à ce que les Dominicains d'origine haïtienne ne soient pas privés de leur droit à la citoyenneté en conformité avec les obligations du pays aux traités internationaux relatifs aux droits humains.

A noter que nombreuses mobilisations sont annoncées en Haïti et a l'étranger afin de dénoncer

## **Haïti-RD : le bureau des droits de l'homme de l'ONU condamne la décision du TC dominicain**

Écrit par RLJ/HPN

Mercredi, 02 Octobre 2013 13:14

---

cette décision de la cour constitutionnelle de la République Dominicaine, de ravir des droits acquis aux dominicains d'origine haïtienne. A cet effet, le mouvement patriotique de l'opposition pour la démocratie (MOPOD) annonce pour le mardi 8 octobre un sit-in devant les locaux de l'ambassade de la République Dominicaine à Petionville